



INTERNATIONAL
FOOD POLICY
RESEARCH
INSTITUTE



RESEARCH
PROGRAM ON
Policies,
Institutions,
and Markets

Led by IFPRI

Produced under CGIAR's Research Program on
Policies, Institutions, et Markets (PIM)

Soutien financier du



BILL &
MELINDA
GATES
foundation

République Démocratique du Congo

Impacts du COVID-19 sur la production, la pauvreté et le système alimentaire

Karl Pauw, Josée Randriamamonjy, James Thurlow, et John Ulimwengu

IFPRI

04 Mars, 2021

Déni de responsabilité: L'analyse présentée dans ce document est celle des auteurs et ne reflète pas nécessairement le point de vue de leurs institutions.



Mise à jour: Mars 04, 2021

Coût économique considérable du confinement

- **Le PIB national a probablement chuté de 13 % au cours des 2 mois de confinement de 2020**

(1 milliard USD de pertes de PIB)

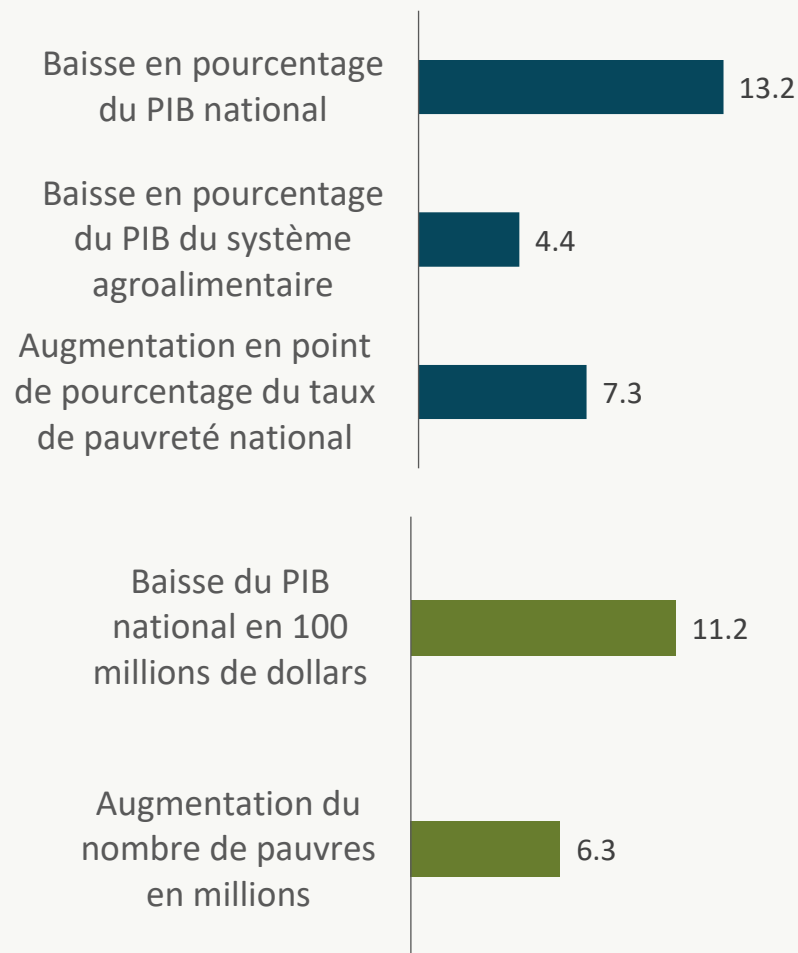
- **La chute de la demande des consommateurs et des exportations a eu un impact négatif sur le système alimentaire**

(baisse de 4 % du PIB agroalimentaire, même si le secteur alimentaire était dispensé des restrictions directes)

- **Le taux de pauvreté a augmenté de 7 points de pourcentage au cours du confinement**

(6,3 millions de personnes supplémentaires sont passées temporairement sous le seuil de pauvreté national)

Impacts des 2 mois de confinement sur l'économie



Source: Résultats du Multiplicateur de la MCS de la RDC

Coûts susceptibles de persister en 2021

Mise à jour: Mars 04, 2021

- **L'économie a réouvert et les restrictions ont été progressivement allégées en 2020, mais de nouvelles restrictions ont été imposées en fin Décembre**

(dans les scénarios de reprise "plus rapide" et "plus lente", les pertes de PIB étaient estimées à 5,7-6,6 % en 2020 et 2,0-2,8 % en 2021 par rapport au scénario sans COVID)

- **Le PIB et le taux de pauvreté pourraient revenir au niveau de référence pré-COVID d'ici fin 2021, mais de fortes détériorations en milieu d'année nécessitent de nouvelles mesures**

(certaines entreprises et populations nécessiteront un soutien du gouvernement pour résister et se rétablir)

Impacts trimestriels au niveau national sous l'hypothèse de reprise rapide et lente

(Écart par rapport au scénario de référence sans COVID)





1

Pandémie de COVID-19 & mesures de restriction en RDC

Chronologie de la COVID-19 et des mesures



Mise à jour: Mars 04, 2021

- État d'urgence déclaré le 23 mars, et renouvelé six fois jusqu'à mi-Juillet
- Réduction de la capacité des transports publics au sein des territoires, interdiction de voyager entre les territoires, suspension des vols internationaux et fermeture des frontières terrestres aux passagers
- Interdiction des activités des discothèques, bars, cafés et restaurants
- Interdiction des rassemblements publics de plus de 20 personnes
- Interdiction des événements publics et des réunions religieuses, fermeture des lieux de culte
- Fermeture des écoles et des universités

Premier cas confirmé en RDC

- Levée de l'état d'urgence
- Reprise des activités commerciales (restaurants, bars, cafés, entreprises)

Réouverture des écoles

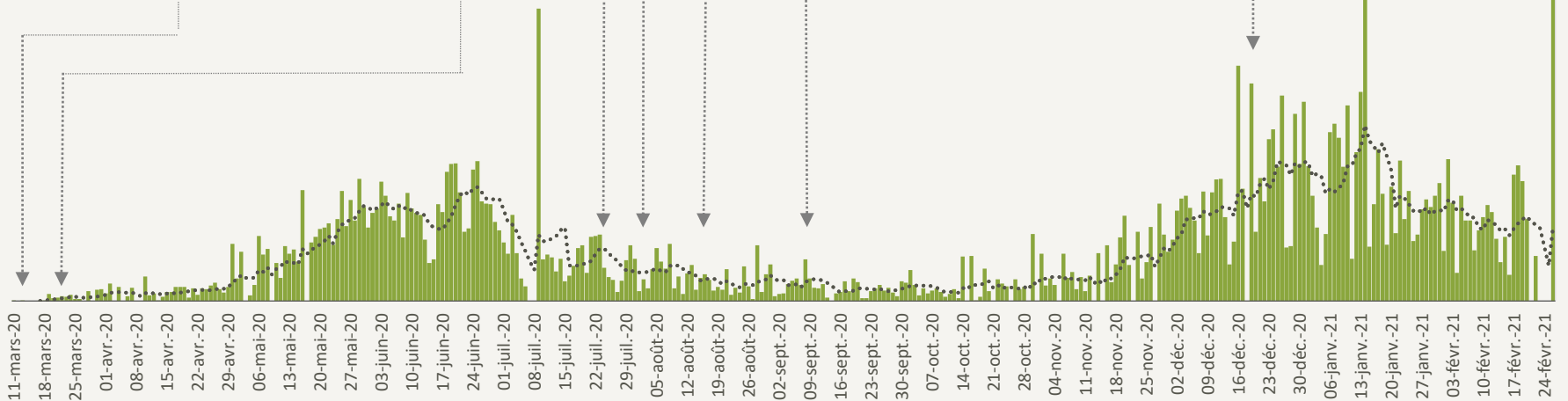
Réouverture des frontières terrestres, ports et aéroports

Reprise des déplacements entre les territoires et les villes

Les mesures de restriction visant à contenir la deuxième vague ont consisté à instaurer un couvre-feu de 21 h à 5 h à partir du 18 décembre, en plus d'une série de mesures de prévention et de distanciation sociale et d'une interdiction des rassemblements publics de plus de 10 personnes

Nouveaux cas confirmés

600
500
400
300
200
100
0



Secteurs affectés par la COVID-19 & les restrictions (1)



Ministère de l'Economie et des Finances

Secteur	Restrictions et exceptions pendant le couvre-feu à l'échelle nationale	Impact direct ?
Agriculture	Les restrictions de transport ont perturbé les déplacements de travailleurs des sièges de Kinshasa aux plantations d'huile de palme et de caoutchouc dans les zones reculées. Toutefois, la baisse des importations a contribué à la reprise en augmentant la demande de biens produits localement	Aucun
Exploitation minière	Dominé par des sociétés minières multinationales où la plupart des travailleurs vivent sur place, ce secteur n'a pas connu de perturbations. Les activités minières artisanales de l'or à petite échelle ont fortement chuté, mais cela était plus dû aux activités de groupes armés résultant de la forte demande d'or près de Goma (capitale du Nord-Kivu) et de Bukavu (capitale du Sud-Kivu)	Aucun
Industrie manufacturière	Aucune restriction autre que le télétravail auto-imposé pour les travailleurs du secteur formel au cours de la première vague	Modéré
Services publics	Distribution d'électricité et d'eau exemptée (secteur essentiel)	Aucun
Construction	Pas d'effet direct du confinement sur la construction publique ou privée	Aucun
Services de commerce de gros et de détail	Pas de restrictions formelles, mais certaines activités des commerçants informels ont été restreintes jusqu'à mi-juillet en raison du manque de transports. Non affectés par les restrictions de la deuxième vague	Modéré
Transport, entreposage et fret	Suspension de tous les voyages domestiques et internationaux à l'exception du fret	Modéré
Hôtellerie et restauration	Secteur comprenant le plus grand nombre de petites entreprises. Interdiction jusqu'à mi-juillet, mais pas totalement appliquée. Interdiction étendue jusqu'à mi-septembre. Nouvelle fermeture pour la durée du couvre-feu depuis mi-Décembre	Élevé

Secteurs affectés par la COVID-19 & les restrictions (2)

Mise à jour: Mars 04, 2021

Secteur	Restrictions ou exemptions pendant le couvre-feu à l'échelle nationale	Impact direct ?
Banques, finances et assurances	Entreprises plus grandes en termes de nombre d'employés, mais plus susceptibles de conserver l'ensemble du personnel. Effet direct du travail à domicile/des limitations des heures de travail	Modéré
Services professionnels et commerciaux	Outre l'effet direct du télétravail, les licenciements et la distanciation sociale ont eu un certain impact indirect sur l'offre ou la demande	Modéré
Administration publique et maintien de l'ordre	Service essentiel pour faire appliquer les mesures de restriction, donc exempté	Aucun
Services d'enseignement	Établissements scolaires fermés jusqu'à début Août et depuis le début des vacances de Noël ; possibilités limitées d'enseignement à distance	Modéré
Services de santé	Services de santé dispensés (service essentiel)	Aucun
Sports et loisirs	Rassemblements sportifs, religieux et culturels suspendus au cours de la première vague jusqu'à Juillet. Nouvelles restrictions depuis mi-Décembre	Modéré

Secteurs affectés par la COVID-19 & les restrictions (3)



Mise à jour: Mars 04, 2021

Secteur	À l'échelle nationale	Impact direct ?
Demande d'exportations	L'effet majeur attendu pendant la période de confinement de 2020 s'est accompagné d'une baisse de la demande mondiale de produits miniers (cuivre, cobalt, or et diamant) et de pétrole brut	Élevé
Envois de fonds	Baisse de la valeur des transferts de fonds effectués par les congolais vivant à l'étranger	Élevé
Investissements directs étrangers	Chute des investissements directs étrangers dans les machines, les équipements, les véhicules et les activités de construction	Modéré

**Voir les hypothèses détaillées par secteur
sur les chocs de production et de demande dans
l'Annexe à la fin du jeu de diapositives**



2

Mesurer les impacts économiques

Analyse du multiplicateur sur l'ensemble de l'économie



Mise à jour: Mars 04, 2021

- **Les mesures de confinement et d'autres chocs ont eu des impacts directs sur les activités de certains secteurs**
(par ex. fermeture des écoles, interdiction des événements sportifs, restriction des déplacements, etc.)
- **Mais elles ont induit également des impacts indirects sur d'autres secteurs impliqués dans les chaînes d'approvisionnement**
(par ex. fournisseurs d'intrants et utilisateurs en aval)
- **L'analyse du multiplicateur utilise les tableaux d'entrée-sortie par secteur pour mesurer les impacts directs et indirects le long des chaînes d'approvisionnement et d'une chaîne à l'autre**
(y compris les impacts sur le PIB, les emplois et les revenus des ménages)
- **Le modèle pour la RDC est basé sur la MCS de 2018 et les données de l'enquête 1-2-3 auprès des ménages**
(résultats mis à l'échelle en fonction du PIB et des niveaux d'emploi de 2019)

Cadre d'analyse de la COVID-19

Mise à jour: Mars 04, 2021

Canaux d'impact nationaux

(liés aux confinements partiels ou totaux dans le pays)

- Agriculture
- Exploitation minière et pétrole brut
- Industrie manufacturière
- Services publics (énergie, eau)
- Construction
- Commerce de gros et de détail
- Transport, entreposage et fret
- Hôtellerie et restauration
- Banques, finances et assurances
- Services professionnels et commerciaux
- Administration publique et maintien de l'ordre
- Services d'enseignement
- Services sanitaires et sociaux
- Sports et loisirs
- Services communautaires et autres

Impacts
directs

Impacts
directs

Impacts sur
l'ensemble de
l'économie

PIB | Emploi
Revenus |
Pauvreté

Canaux d'impact mondiaux

(liés aux confinements partiels ou totaux dans d'autres pays)

- Demande d'exportations
- Envois de fonds et migrations
- Investissements directs étrangers

Canaux d'impact et chocs



Mise à jour: Mars 04, 2023

- **Les confinements sont simulés à l'aide d'une série de canaux d'impact**
 - Les chocs sur chacun des canaux sont appliqués sur le modèle, et les impacts sont suivis simultanément sur toutes les chaînes logistiques
- **Le modèle du multiplicateur divise l'économie de la RDC en 86 secteurs**
 - (les chocs sont calculés de façon ascendante, en utilisant les tableaux ressources-emplois pour 111 biens et services)
- **L'ampleur des chocs est estimée par l'équipe de l'IFPRI et informée par des experts nationaux**
 - (voir Annexe)

Scénarios de confinement et de reprise



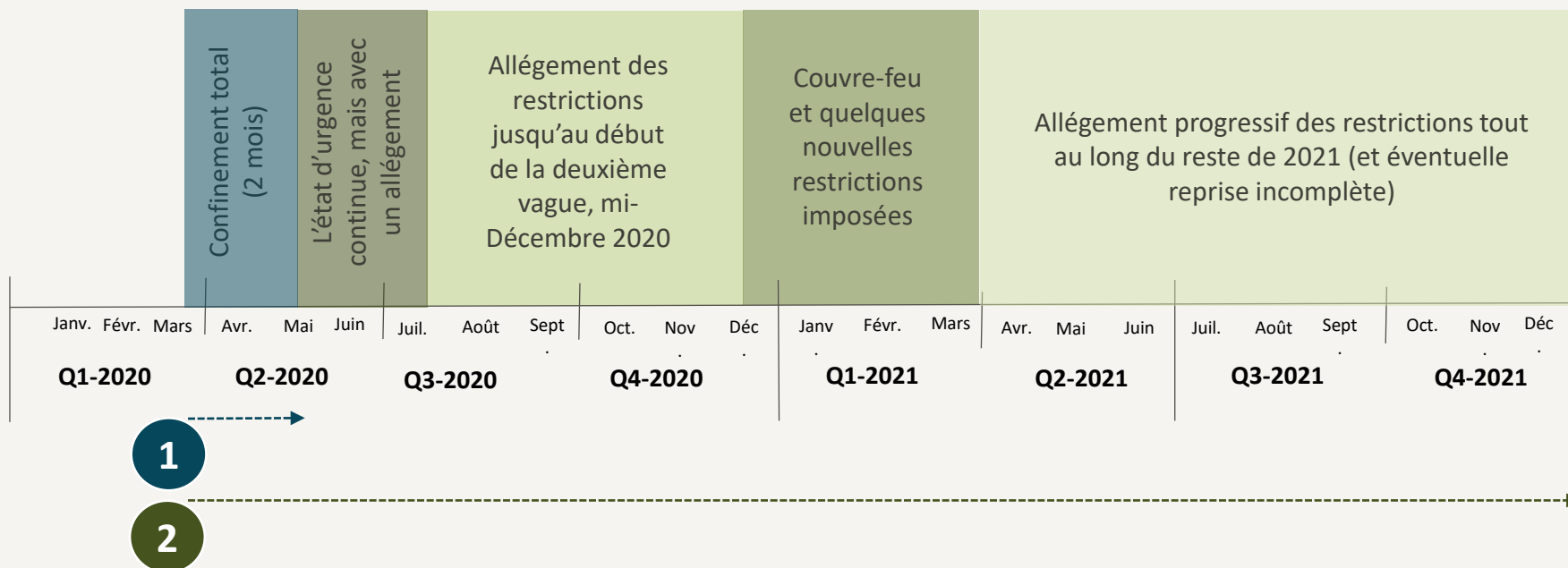
Mise à jour: Mars 04, 2021

1. Impacts pendant le confinement

- L'état d'urgence a duré 4 mois (mi-Mars à mi-Juillet 2020), mais aux fins de la simulation, les deux premiers mois pendant lesquels les mesures restrictives sont les plus strictes sont considérés comme un « confinement »
- On suppose que les chocs agissent à l'échelle nationale

2. Impacts pour le reste de 2020 et 2021

- Nous comparons un allègement plus rapide/plus lent des restrictions sur deux ans, à mesure de l'allègement des restrictions de la première vague jusqu'à mi-2020 et de l'adoption de nouvelles mesures pour contenir la deuxième vague
- L'analyse tient compte de la saisonnalité intra-annuelle





3

Impacts économiques pendant la période de confinement

Perte du PIB pendant les confinements

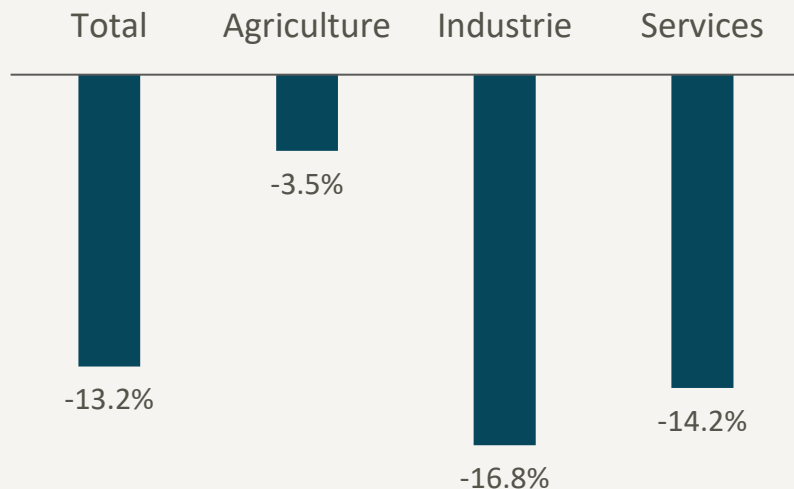


Mise à jour: Mars 04, 2021

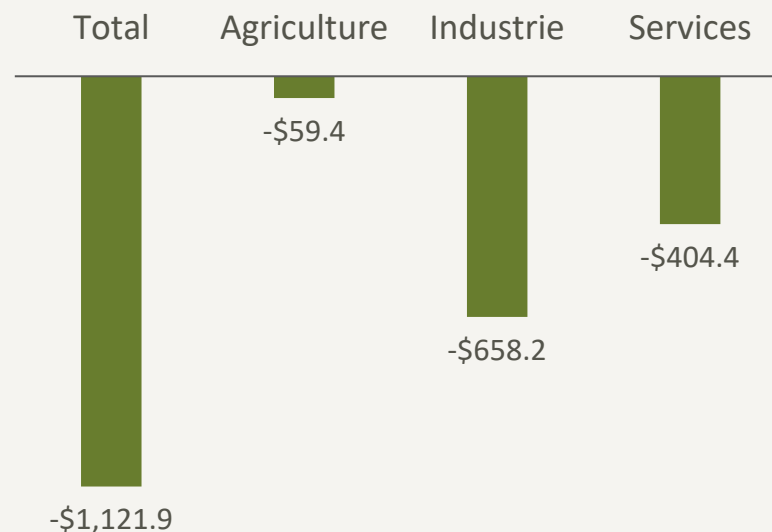
Le PIB national chute de 13% pendant les confinements

(pertes économiques les plus importantes dans les secteurs industriels, tant en termes relatifs qu'absolus)

Variation du PIB total pendant la période de confinement (%)



Variation du PIB total pendant la période de confinement (mil. US\$)



Sources de la perte du PIB

Mise à jour: Mars 04, 2021

La baisse de la demande mondiale d'exportations minières et de pétrole brut représente un peu moins de la moitié des pertes du PIB

Contribution des restrictions & chocs à la perte du PIB total pendant la période de confinement (total=100%)



Source: Résultats du Multiplicateur de la MCS de la RDC

Impacts sur le système agroalimentaire



Mise à jour: Mars 04, 2021

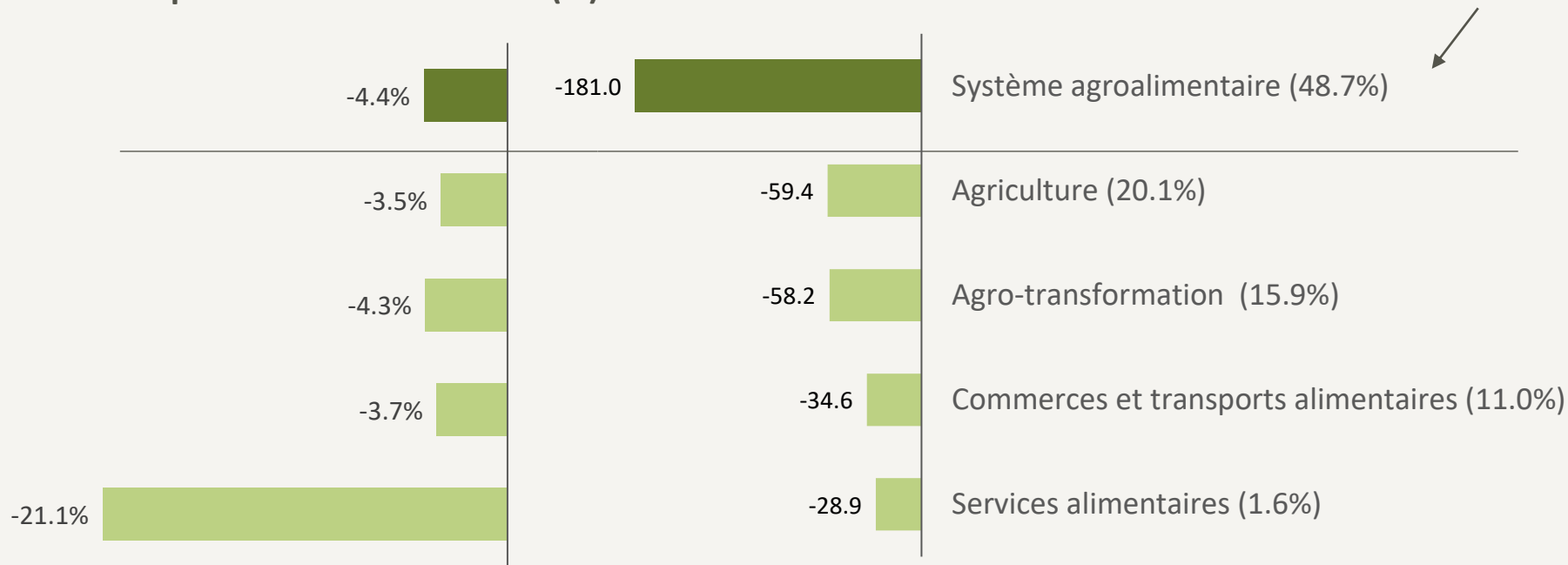
L'approvisionnement alimentaire est affecté par une perte importante dans l'agro-transformation causée par la baisse des revenus des consommateurs

(les services d'hôtellerie et de restauration sont également touchés bien qu'il s'agit d'une composante moins importante de l'ensemble du système agroalimentaire)

Changement du PIB agroalimentaire pendant la période de confinement (%)

Changement du PIB agroalimentaire pendant la période de confinement (US\$ mil.)

Part du PIB total en 2018 (%)



Source: Résultats du Multiplicateur de la MCS de la RDC

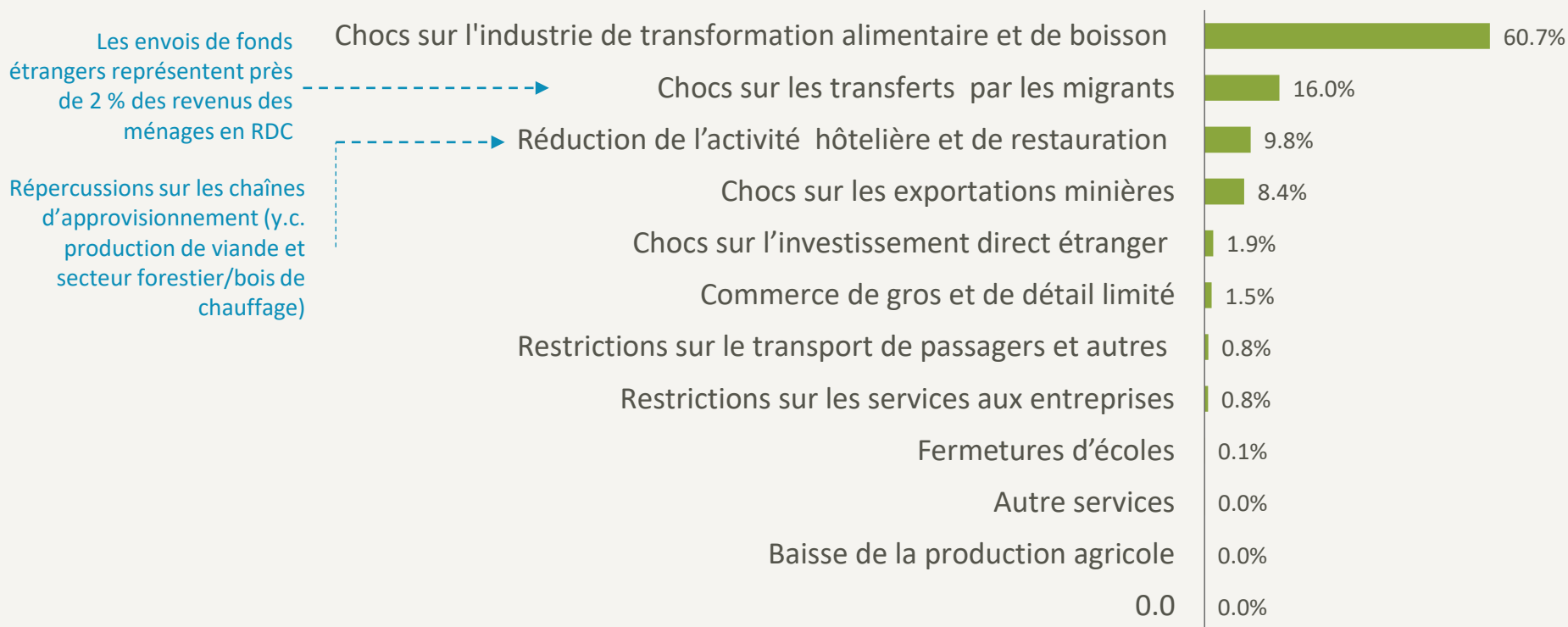
Sources de la perte du PIB du système agroalimentaire

Mise à jour: Mars 04, 2021

Les restrictions imposées aux secteurs de la transformation alimentaire et des boissons contribuent le plus à la perte du PIB agroalimentaire

Contribution des restrictions et chocs à la perte du PIB agroalimentaire pendant la période de confinement

(total=100%)



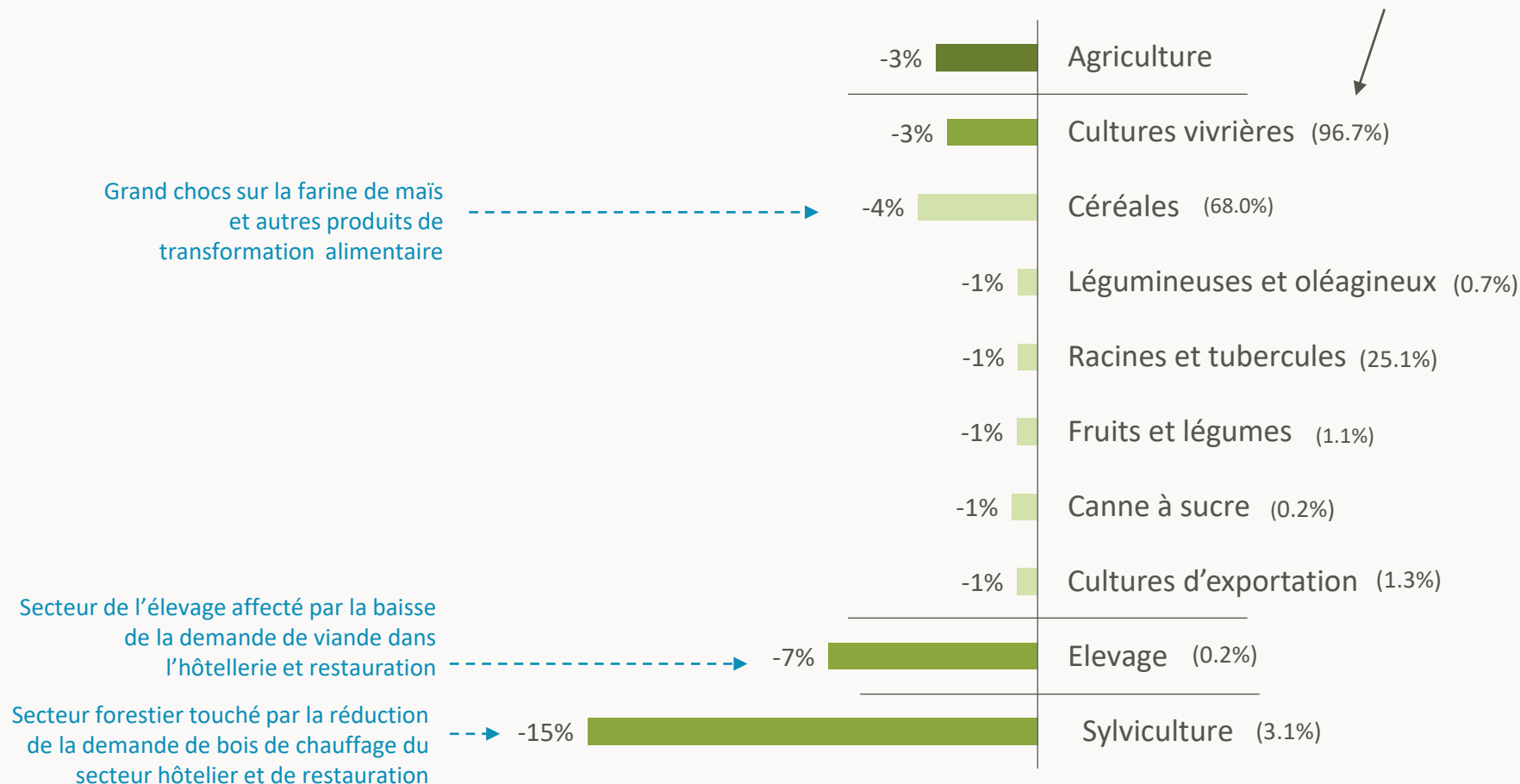
Source: Résultats du Multiplicateur de la MCS de la RDC

Décomposition des impacts du PIB agricole

Mise à jour: Mars 04, 2021

Variation du PIB pendant la période de confinement (%)

Part du PIB agric.
en 2018 (%)



Source: Résultats du Multiplicateur de la MCS de la RDC

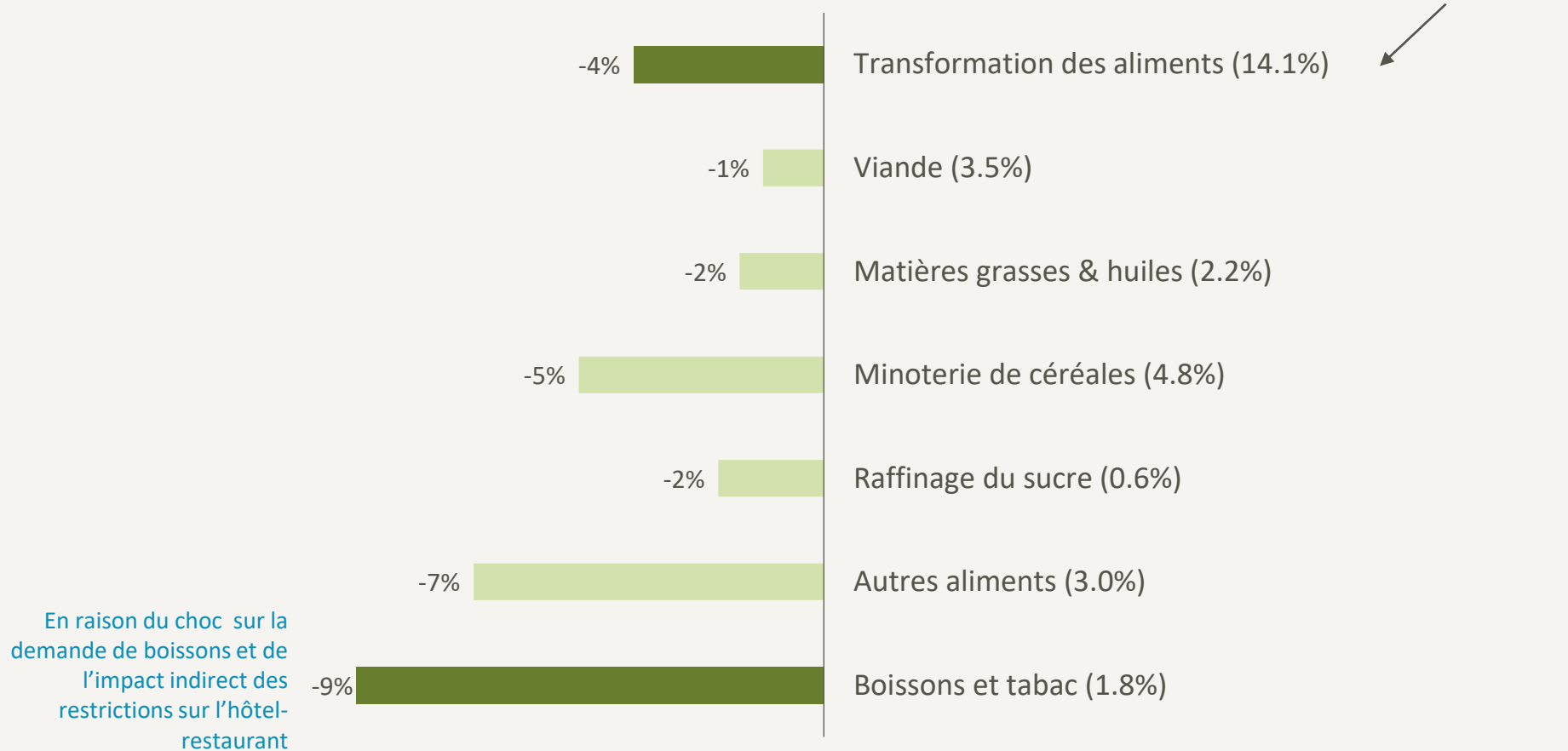
Décomposition des impacts du PIB de la transformation alimentaire



Mise à jour: Mars 04, 2021

Remarque : La transformation alimentaire est un sous-secteur de la manufacture

Variation du PIB pendant la période de confinement (%)



Impacts sur les revenus des ménages

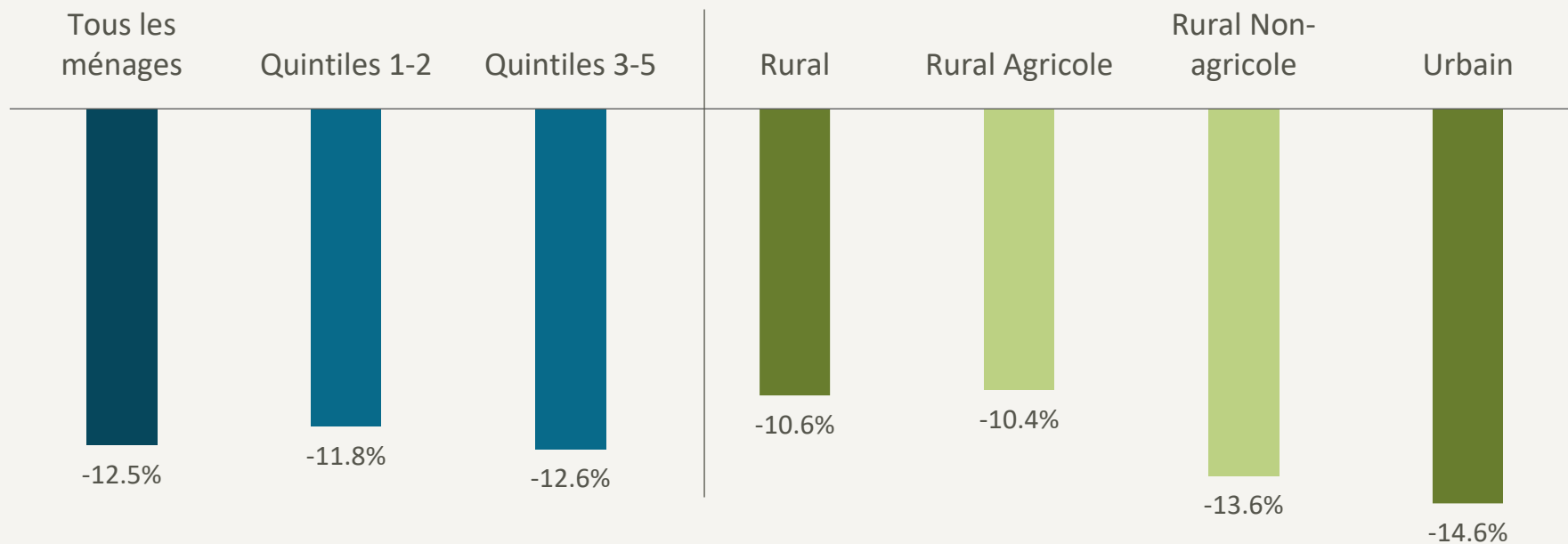


Mise à jour: Mars 04, 2021

Tous les ménages connaissent d'importantes pertes de revenus

(pertes de revenus plus importantes pour les ménages urbains et ruraux non agricoles qui sont plus susceptibles d'être employés dans des secteurs plus directement touchés par les restrictions)

Variation des revenus des ménages pendant la période de confinement (%)



Impacts sur la pauvreté pendant les confinements

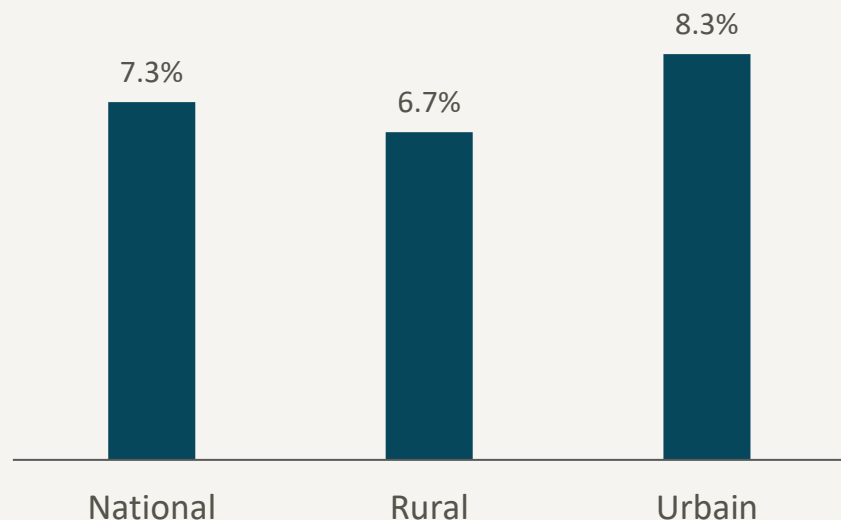


Mise à jour: Mars 04, 2021

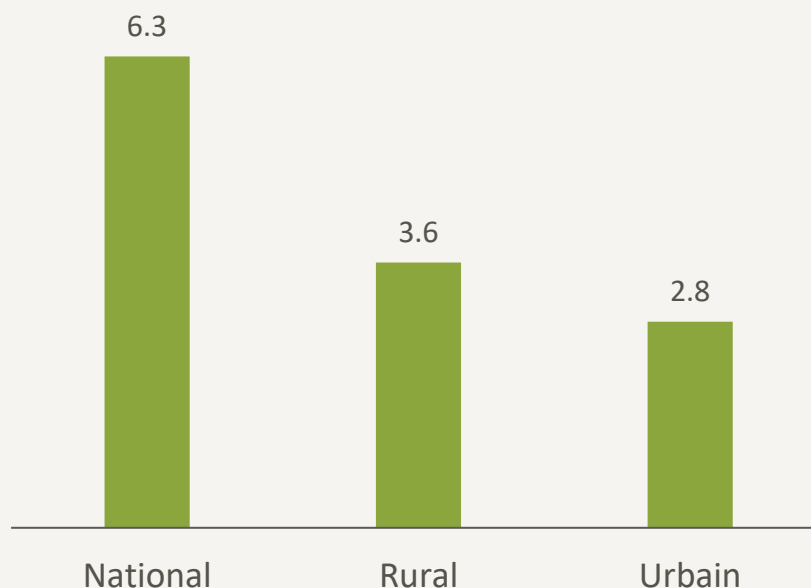
Le taux national de pauvreté a augmenté de 7,3 points de pourcentage pendant les confinements

(équivalent à 6,3 millions de pauvres supplémentaires)

Augmentation de la part de la population vivant dans la pauvreté pendant la période de confinement (%)



Augmentation du nombre de pauvres en RDC pendant la période de confinement (mil.)





4

**Impacts économiques sous un
allègement rapide et lent des
restrictions et de la reprise**

Allègement des restrictions et reprise



Nous envisageons deux scénarios stylisés basés sur un allègement plus rapide et plus lent des restrictions

Mise à jour: Mars 04, 2021

		Allègement plus rapide	Allègement plus lent	Chocs mondiaux
Q1-2020	Jan - Feb	Pas de choc dans la période pré-COVID-19		
	Mar			
Q2-2020	Apr	Période de confinement du 23 Mars au 22 Juillet (2 mois de confinement total)		
	May			
	Jun			
Q3-2020	Jul	Chocs réduits de 10 % (50 % pour le commerce intérieur)	Chocs sur le commerce intérieur réduits de 40 %	Allègement plus rapide : Chocs sur les exportations minières et de pétrole brut (1) réduits de 30 %, l'IED (2) et les envois de fonds étrangers (3) de 10 %
	Aug			
	Sept			
Q4-2020	Oct	Chocs réduits de 50 % (70 % pour le commerce intérieur, 30 % pour le tourisme et l'hôtellerie)	Chocs réduits de 40 % (50 % pour le commerce intérieur, 20 % pour le tourisme et l'hôtellerie)	Allègement plus rapide : Chocs sur (1) réduits de 45%; (2) et (3) de 30% Allègement plus lent : Chocs sur (1) réduits de 35%; (2) et (3) de 20%
	Nov			
	Dec			
Q1-2021	Jan	Chocs réduits de 80 % (90 % pour le commerce intérieur, 70 % pour le tourisme et l'hôtellerie)	Chocs réduits de 70 % (80 % pour le commerce intérieur, 60 % pour le tourisme et l'hôtellerie)	Allègement plus rapide : Chocs sur (1) réduits de 80%; (2) et (3) de 70% Allègement plus lent : Chocs sur (1) et (2) réduits de 70%; (3) de 40%
	Feb			
	Mar			
Reste de 2021		Les chocs se dissipent progressivement à mesure que l'ensemble de l'économie reprend sa pleine production d'ici la fin du Q4-2021	Possible reprise incomplète de l'économie d'ici la fin du Q4-2021	Allègement plus rapide : Chocs sur (1), (2), et (3) disparaissent progressivement d'ici la fin 2021 Allègement plus lent : Quelques chocs

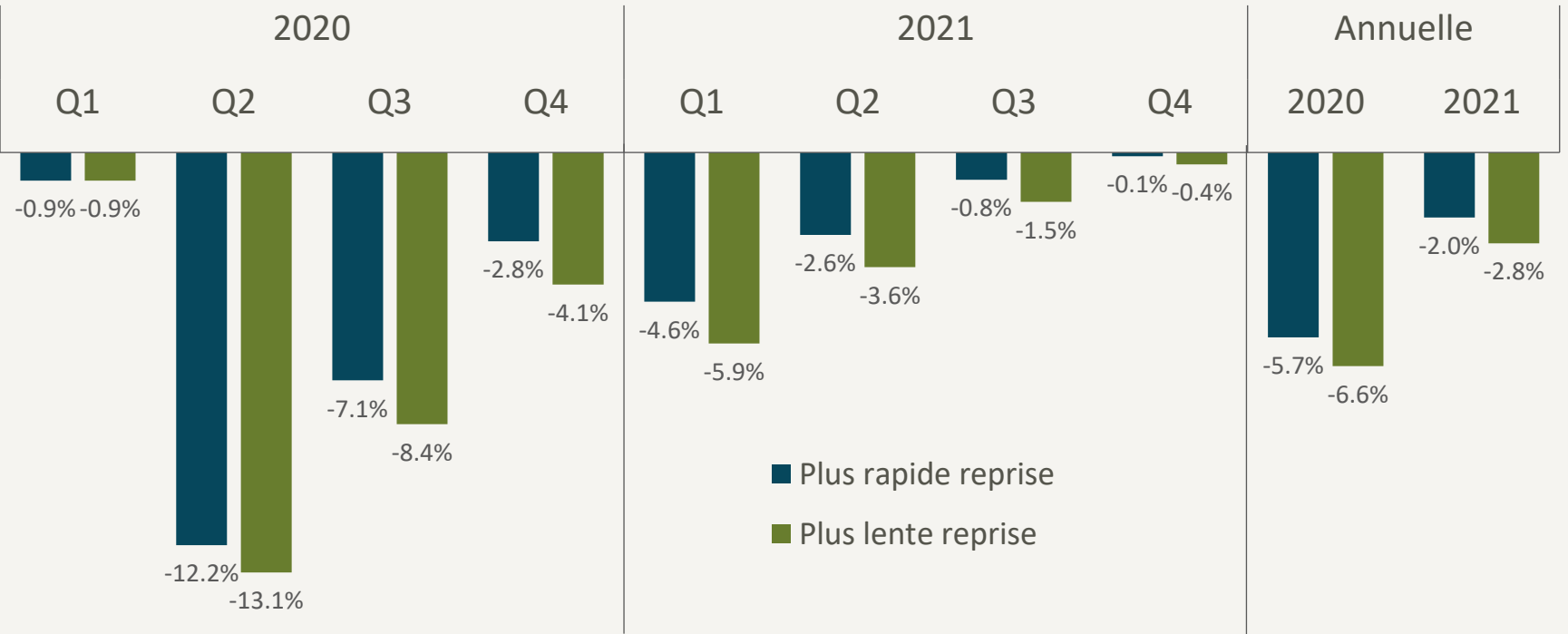


Impacts sur le PIB basés sur les scénarios de reprise

Mise à jour: Mars 04, 2021

Variations trimestrielles du PIB (écart par rapport au niveau de référence) compatibles avec les restrictions imposées et reflètent les hypothèses d'allègement

Le PIB national pourrait être 5,7-6,6 % plus bas en 2020; les pertes s'étendent jusqu'en 2021, mais devraient être modérées à 2,0-2,8 %



Pertes trimestrielles cumulatives du PIB



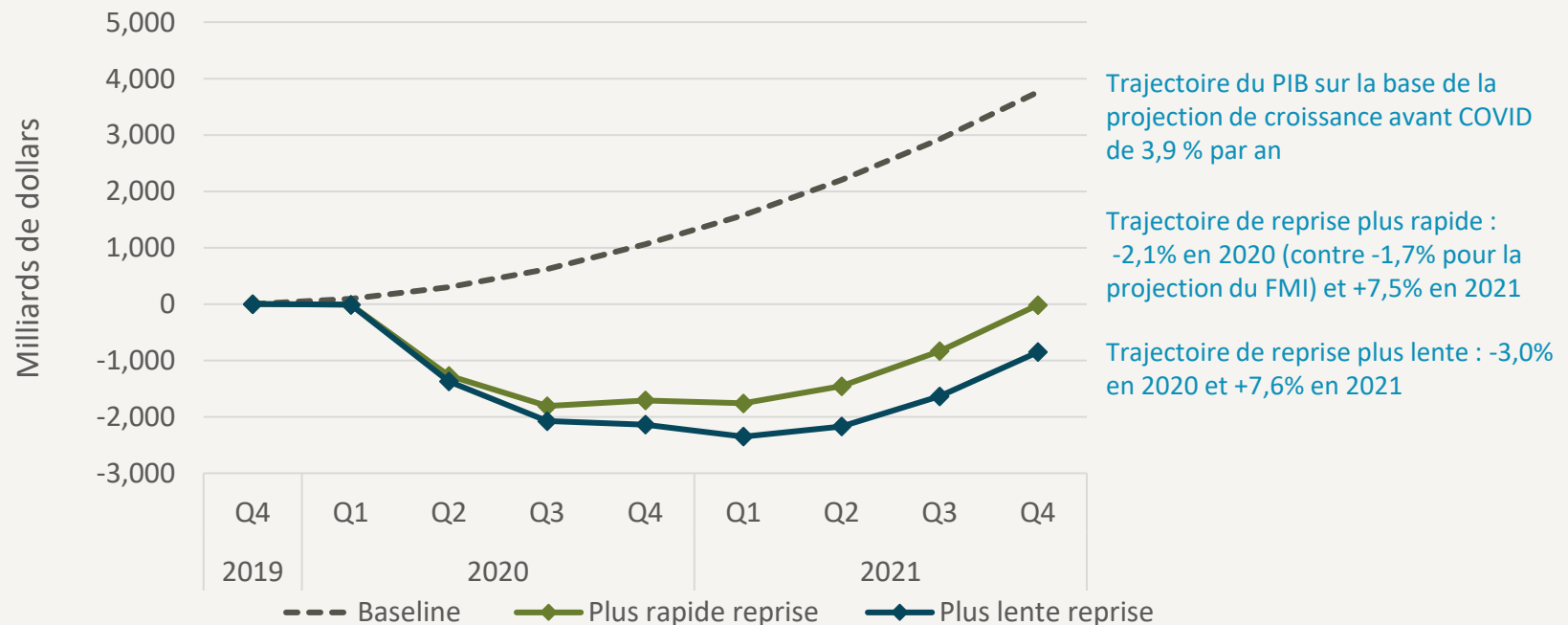
Mise à jour: Mars 04, 2021

Bien que le PIB actuel peut revenir sur le niveau de référence d'ici la fin 2021, les pertes s'accumulent chaque trimestre; le PIB prendra plus de temps à récupérer

(cela pourrait affecter la capacité d'investissement et de croissance future de l'économie)

Variations cumulées du PIB en 2021 à partir de la fin 2019

(le taux de croissance prévu pour 2020 était de 3,9 % selon les Perspectives Economiques 2019 du FMI)





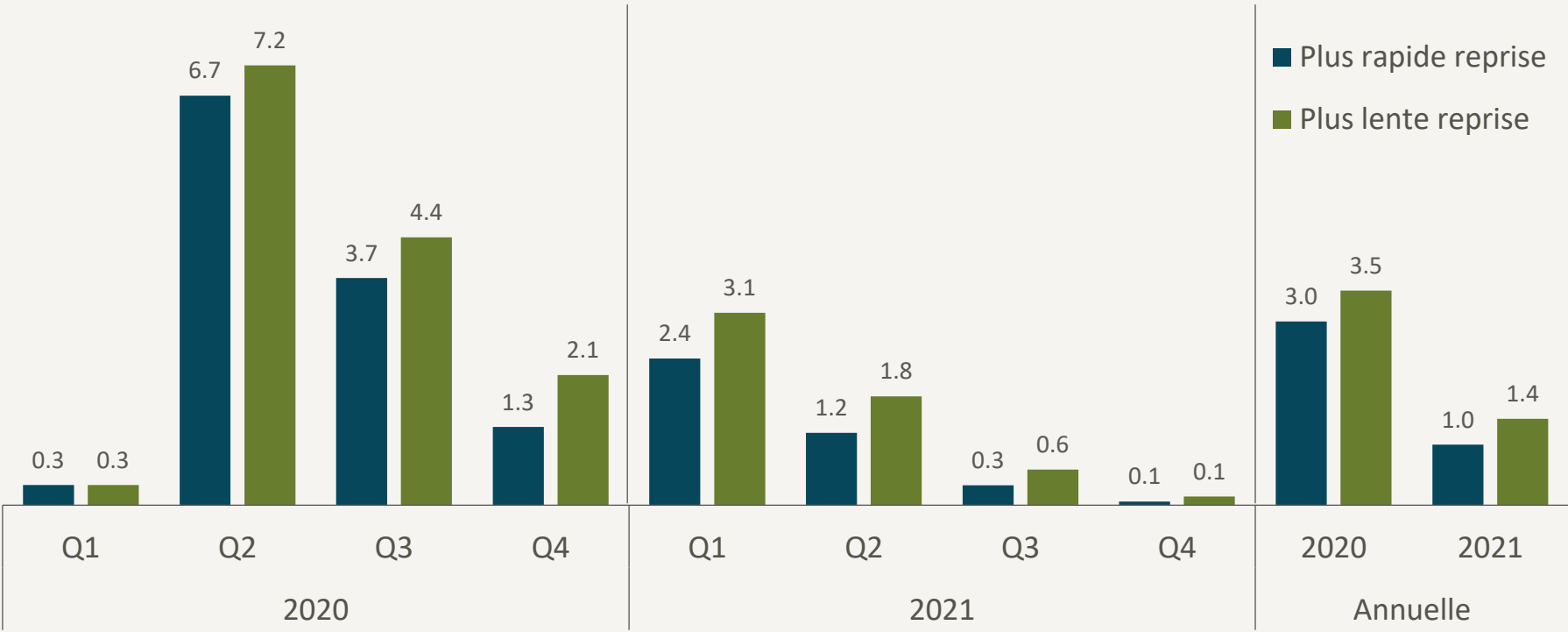
Impacts sur la pauvreté basés sur les scénarios de reprise

Mise à jour: Mars 04, 2021

La pauvreté devrait se stabiliser en 2021 à mesure que les gens retournent au travail, que les revenus se redressent et que la demande des consommateurs reprenne

(cela cache une forte augmentation de la pauvreté au milieu de l'année, lorsque de nombreux ménages vivant près du seuil de pauvreté peuvent avoir besoin d'un soutien gouvernemental ou autre)

Variation du taux national de pauvreté sous l'hypothèse d'un assouplissement rapide ou lent des restrictions (changements relatifs aux niveaux de pauvreté avant covid)



Source: Résultats du Multiplicateur de la MCS de la RDC



Hypothèses détaillées sur les chocs de production et de demande

Canaux, chocs et secteurs affectés (1)



Mise à jour: Mars 04, 2022

Type de restriction ou choc mondial	Principaux secteurs affectés ²	Ampleur du choc	Détail des sous-secteurs affectés par le choc ²
Restrictions directes dans l'agriculture	Agriculture (A)	0 %	Culture et production animale, chasse et services connexes (D01) ; sylviculture et exploitation forestière (D02) ; pêche et aquaculture (D03)
Limitation des activités minières	Industries extractives (B)	0 %	Charbon, lignite (D5) ; pétrole brut, gaz naturel (D06) ; minerais métalliques (D07) ; autres activités extractives (D08) ; activités annexes à l'extraction (D09)
Suspension des activités manufacturières non essentielles	Industrie manufacturière (C)	-6 %	Produits alimentaires (D10) ;
		-16 %	Boissons non alcoolisées (D11)
		-14 %	Boissons alcoolisées (D11)
		0 %	Tabac (D12) ; textiles, habillement, cuir (D13-15) ; métallurgie (D24-25) ; matériel électromédical (G266) ; bois, papier, imprimerie (D16-18) ; produits chimiques, caoutchouc, plastiques (D20-21), cokéfaction, produits pétroliers raffinés (D19), produits chimiques à usage médical (D21)
		0 %	Produits minéraux non métalliques (D23) ; équipements, machines (D26-28 sauf G266) ; véhicules automobiles, autres matériels de transport (D29-30) ; meubles (D31), autres activités de fabrication (D33)
Perturbations de la distribution d'énergie et d'eau	Électricité, gaz (D) ; distribution d'eau (E)	0 %	Distribution d'électricité, de gaz, de vapeur (D35) ; collecte, traitement et distribution des eaux (D36) ; collecte des eaux usées et déchets/remise en état (D37-39)
Limitation des activités de construction	Construction (F)	0 %	Construction de bâtiments (D41) ; génie civil (D42) ; activités de construction spécialisées (D43)
Suspension des activités commerciales non essentielles	Commerce de gros (G)	-15 %	Produits agricoles bruts, animaux vivants (G462) ; machines, équipements et fournitures agricoles (C4653) ; produits alimentaires, boissons, tabac, y compris sur les éventaires et marchés (G463, G471-472, C4781) ; matériaux de construction, fournitures de quincaillerie, plomberie et chauffage (C4663) ; carburants automobiles (G473) ; commerce de gros (D46 sauf G462-463, C4653, C4663)
	Commerce de détail (G)	-15 %	Commerce et réparation de véhicules à moteur (D45) ; commerce de détail (D47 sauf G471-472, G47, C4781)
Restrictions des voyages/transports	Transport, stockage (H)	0 %	Transport ferroviaire/routier/aérien de marchandises (C4912, C4923, G512) ; magasinage/entreposage (G521)
		-15 %	Transports terrestres urbains/suburbains de voyageurs/autres transports terrestres (C4911, C4921-4922)
		-15 %	Transport aérien de voyageurs (G511)
Consignes gouvernementales de télétravail	Administration publique, défense (O)	0 %	Administration publique, défense, sécurité sociale obligatoire (D84)
Fermeture des hôtels, des bars, restaurants	Services d'hébergement et de restauration (I)	-80 %	Hébergement (D55) ; services de restauration et de consommation de boissons (D56)

Canaux, chocs et secteurs affectés (2)

Mise à jour: Mars 04, 2022

Type de restriction ou choc mondial	Principaux secteurs affectés ²	Ampleur du choc	Détail des sous-secteurs affectés par le choc ²
Suspension des services commerciaux non essentiels	Information, communication (J) ; finance, assurances (K) ; immobilier (L) ; activités professionnelles/scientifiques/techniques (M) ; services administratifs et de soutien (N)	-6 %	Édition (D58) ; programmation et diffusion (D60) ; télécommunications (D61) ; programmation/conseil en informatique (D62) ; services d'information (D63) ; services financiers, assurances et caisses de retraite, activités auxiliaires (D64-66) ; activités immobilières (D68) ; services de sécurité et d'investigation (D80)
		-6 %	Comptabilité, tenue de livres comptables, audit, conseil fiscal (G692) ; activités des sièges, conseil en gestion (D70) ; recherche-développement scientifique (D72) ; publicité et études de marché (D73) ; autres activités professionnelles/scientifiques/techniques (D74) ;
		-6 %	Activités juridiques (G692) ; activités d'architecture/ingénierie (D71) ; activités vétérinaires (D75)
		-6 %	Production de films cinématographiques/vidéos/programmes télévisés, etc. (D59) ; activités de location/location-bail (D77) ; activités liées à l'emploi (D78) ; agences de voyages, voyagistes (D79) ; services du bâtiment et aménagement paysager (D81) ; activités administratives et autres activités d'appui aux entreprises (D82)
Fermeture des écoles	Enseignement (P)	-5 %	Enseignement pré-primaire et primaire (G851)
		-5 %	Enseignement secondaire (G852) ; autres activités d'enseignement (G854)
		-5 %	Enseignement supérieur (G853) ; activités de soutien pédagogique (G855)
Perturbations des hôpitaux et cliniques	Santé et action sociale (Q)	0 %	Activités relatives à la santé (D86) ; soins de santé dispensés en établissement (D87) ; action sociale sans hébergement (D88)
Interdiction des sports et autres activités récréatives	Arts, spectacles et activités récréatives (R)	-6 %	Activités créatives, arts et spectacles (D90) ; bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles (D91) ; organisation de jeux de hasard et de pari (D92) ; activités sportives/récréatives/de loisirs (D93)
Travailleurs domestiques et autres services	Autres activités de services (S) ; ménages employeurs (T) ; organisations extraterritoriales (U)	-6 %	Organisations/organismes extraterritoriaux
		-6 %	Organisations d'adhérents
		-6 %	Autres services personnels (D96) ; personnel/travailleurs domestiques (D97) ; autres activités de production des ménages pour leur usage propre (D98)
		-6 %	Réparation d'ordinateurs et articles personnels/ménagers (D95)

Remarque : Les nombres entre parenthèses correspondent aux Codes de la Classification Internationale Type par Industrie (CITI, Révision 4) (par grande section avec des sous-secteurs détaillés, D représente les divisions, G les groupes et C les classes).